

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 11/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CONSTELLIUM MONTREUIL JUIGNÉ SAS

6 rue Pierre et Marie Curie
49460 Montreuil-Juigné

Références : 2023-200_CONSTELLIUM_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301295

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 avril 2023 dans l'établissement CONSTELLIUM MONTREUIL JUIGNÉ SAS implanté 6 rue Pierre et Marie Curie 49460 Montreuil-Juigné. L'inspection a été annoncée le 18/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Mardi 18 avril 2023 à la mi-journée, l'inspection des installations classées a été informée par le Service Interministériel de Défense et Protection Civiles (SIDPC) de la Préfecture de Maine-et-Loire qu'une pollution de La Mayenne (à hauteur de Montreuil-Juigné, au niveau de l'écluse 45) par des huiles minérales, avait été constatée le matin même.
La société Constellium a été identifiée comme étant à l'origine de cette pollution.

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de la société Constellium le 19 avril 2023 afin de contrôler les conditions d'exploitation, s'assurer des recherches menées par l'exploitant pour identifier l'origine et les causes exactes de cette pollution, et vérifier les actions curatives et correctives immédiatement prises lors de la découverte de la pollution et celles prévues pour éviter toute nouvelle pollution.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM MONTREUIL JUIGNÉ SAS
- 6 rue Pierre et Marie Curie 49460 Montreuil-Juigné
- Code AIOT : 0006301295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise CONSTELLIUM MONTREUIL JUIGNÉ est spécialisée dans la fabrication et la transformation de produits en alliage à base d'aluminium.

Le site est doté d'une activité de fonderie d'aluminium, d'activités de transformation des blocs d'aluminium produits sur le site en barres et profils (ateliers « barres » et « profils », dans lesquels les opérations de « filage » sont réalisées sur des presses à transmission hydraulique), et d'une activité de tréfilerie indépendante de la fonderie (matières premières provenant de l'extérieur).

Le site est implanté depuis 1929. L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 avril 2003, complété et modifié par différents arrêtés, dont en dernier lieu, l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- pollution par huile minérale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Constat hors points de contrôle

Chronologies de l'incident – Mesures prises par l'exploitant

Lors de la visite, l'exploitant a relaté la chronologie des faits :

- vers 8H le 18 avril, identification d'une odeur suspecte d'huile sur le site, au niveau du dernier regard du réseau « 500 » avant raccordement au réseau eaux pluviales collectif communal, qui aboutit à La Mayenne ;
- isolement immédiat du réseau par fermeture de la vanne dédiée (cf. point de contrôle n°2) ;
- vers 10H, appel de la Police Municipale à l'exploitant pour l'informer d'une pollution de La Mayenne.

L'exploitant a détaillé lors de la visite les actions curatives effectuées, et les actions prévues :

- « écrémage » le 18 avril par ORTEC du déshuileur présent sur le réseau « 500 », en amont de la vanne d'isolement (retrait des hydrocarbures flottants) ;
- le 19 avril, nettoyage complet du débourbeur/déshuileur ;
- à prévoir : nettoyage complet de la canalisation se trouvant entre le débourbeur/déshuileur et la vanne d'isolement, et nettoyage des réseaux en amont du déshuileur jusqu'à la source de pollution. Nettoyage réalisé les 20 et 21/04. Des plans localisant les réseaux nettoyés ont été transmis le 21/04/2023.

Les justificatifs de ces opérations de nettoyage (rapports d'intervention) restent à fournir.

L'exploitant a également présenté les actions curatives engagées avec la société Ortec au niveau du milieu récepteur (La Mayenne) dès le 18 avril (pompage de la pollution la plus concentrée au niveau du point de rejet dans La Mayenne, au niveau de l'écluse située en aval, le long du chemin de halage), et sur le réseau communal entre le site et La Mayenne à partir du 19 avril (pompage des regards tampons, curage/nettoyage du réseau).

Les effluents pompés lors de ces différentes opérations sont provisoirement stockés sur le site dans des bâches double-peau étanches mises à disposition par la société ORTEC. L'exploitant s'est engagé lors de la visite à mettre en place un balisage pour sécuriser la zone où ont été positionnées les bâches.

La recherche des causes de la pollution est présentée dans le point de contrôle n°6.

Synthèse des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Eaux pluviales - valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.8-2e alinéa	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Gestion des effluents en cas de déversement accidentel	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.11-b)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.2.2	/	Sans objet
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.2.5-1er alinéa	/	Sans objet
3	Connaissance des produits	Arrêté Préfectoral du 07/04/2003, article 3.3.3-1er alinéa	/	Sans objet
4	Entretien des séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.8-1er alinéa	/	Sans objet
6	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69-2e alinéa	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des eaux chargées en hydrocarbures, ne respectant pas les valeurs limites de rejets, fixées dans l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2020, ont été rejetées dans le réseau eaux pluviales communal qui rejoint La Mayenne, entraînant une pollution du milieu récepteur.

Les actions curatives ont été mises en oeuvre par l'exploitant.

Selon l'exploitant, la pollution proviendrait des eaux pompées dans le puits "de décompression". Les causes de cette pollution, identifiées par l'exploitant, soulèvent toutefois des questions. L'exploitant est par conséquent invité à poursuivre les investigations. Une surveillance particulière des eaux de rabattement de la nappe doit être mise en place. Dans l'attente de la compréhension de toutes les causes de la pollution, les eaux de rabattement de la nappe ne sont plus rejetées au réseau.

Le réseau pollué du site, dit réseau "500", qui a été isolé lors de la découverte de la pollution, ne peut être réouvert qu'après identification certaine de la cause de la pollution, et confirmation que les effluents collectés dans ce réseau ne présentent plus aucune pollution et respectent avant rejet dans le réseau communal les valeurs limites de rejet fixées à l'article 3.3.8 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2020. L'exploitant devra en justifier.

Un rapport d'incident est à transmettre dans un délai d'une semaine au plus après réception du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...); - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...); - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)."
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté deux plans des réseaux du site, un plan général de l'ensemble du site et un plan zoomant sur l'atelier « barres » et le réseau dit réseau « 500 » passant au niveau de cet atelier.</p> <p>Les plans permettent d'identifier les 2 réseaux eaux pluviales du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réseau dit réseau « 500 » (en raison du diamètre des canalisations), qui se rejette au nord du site dans le réseau d'eaux pluviales communal, qui rejoint La Mayenne ; - réseau dit réseau « 1000 », qui se rejette au sud-ouest dans le réseau d'eaux pluviales communal, qui rejoint Le Brionneau. <p>Ces 2 points de rejet sont listés à l'article 3.3.5 de l'AP du 16/12/2020.</p>
<p>Observations :</p> <p>Sur le plan zoomant sur l'atelier « barres » consulté lors de la visite, était tracé manuellement un réseau complémentaire au niveau de la presse PF14 situé dans l'atelier « barres » : réseau partant du puits de rabattement de la nappe (puits dit « de décompression » situé à proximité immédiate de la fosse de la presse), passant par un déshuileur au niveau de la presse, puis rejoignant le réseau « 500 », en amont d'un débourbeur/déshuileur.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette zone du site datait de 1965.</p> <p>→ Il appartient toutefois à l'exploitant de disposer de plans identifiant l'ensemble des réseaux présents, y compris anciens. L'exploitant s'assurera de la complétude de ses plans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.2.5-1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur."
Constats : L'inspection a vérifié la présence d'un dispositif d'isolement sur le réseau « 500 » se rejetant vers La Mayenne (vérification non réalisée sur le réseau « 1000 »). Une vanne (de type batardeau) est présente au niveau du point de rejet du réseau « 500 » au nord du site, avant raccordement au réseau communal et après le débourbeur/déshuileur. L'exploitant a indiqué que cette vanne avait été immédiatement fermée pour contenir la pollution sur site, dès identification d'une odeur suspecte d'huile et de la présence d'huile au niveau du regard de rejet des eaux pluviales le mardi 18 avril 2023 vers 8H. Lors de la visite, l'inspection a constaté que la vanne était toujours fermée. En outre, l'exploitant a mis en place une vessie permettant d'obturer le réseau « 500 » juste en amont du débourbeur/déshuileur (présence de la vessie constatée lors de l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Connaissance des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2003, article 3.3.3-1er alinéa
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail."
Constats : L'exploitant a fourni la fiche de données de sécurité (FDS) de l'huile hydraulique « AZOLLA ECO2 46 » utilisée sur le site pour les presses, et notamment la presse PF14. Selon la FDS, le produit est à base d'huiles minérales dont l'extrait DMSO (diméthylsulfoxyde) est inférieur à 3 %. Le produit n'est pas classé comme dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008, dit règlement CLP. La FDS précise que le produit est insoluble et flotte sur l'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien des séparateurs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.8-1er alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les eaux pluviales collectées transitent, avant rejet dans le milieu récepteur (fossé hydraulique pour le Brionneau et réseau communal pour la Mayenne), par un séparateur d'hydrocarbures dont le dimensionnement est réalisé selon les règles de l'art. Ce dispositif est régulièrement entretenu conformément aux recommandations du constructeur. Les justificatifs de cet entretien sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les plans fournis, chacun des 2 réseaux dispose, avant rejet dans le réseau communal, d'un débourbeur/déshuileur (=séparateur hydrocarbures).</p> <p>Le débourbeur/déshuileur du réseau « 500 », concerné par l'incident, a pu être vu lors de la visite, les regards de l'équipement étant ouverts pour réaliser les opérations de nettoyage suite à la pollution (nettoyage par la société ORTEC en cours lors de l'inspection).</p> <p>L'exploitant a fourni après la visite les justificatifs des entretiens réalisés sur les 2 débourbeurs/déshuileurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un écrémage (retrait des hydrocarbures flottants au niveau du déshuileur) est réalisé mensuellement (fourniture des comptes-rendus d'intervention mensuelle de la société ORTEC de septembre 2022 à mars 2023). Le dernier écrémage a été réalisé sur chaque déshuileur le 08/03/2023. Selon l'exploitant, la société ORTEC était présente sur site pour effectuer l'écrémage mensuel d'avril le jour même de la découverte de la pollution, ce qui a permis une intervention réactive de pompage lors du constat de l'odeur inhabituelle d'huile dans le réseau ; - un nettoyage complet est réalisé annuellement. Le dernier nettoyage sur chaque débourbeur/déshuileur a été réalisé respectivement le 09/08/2022 sur le réseau « 500 » et le 11/08/2022 sur le réseau « 1000 » (fourniture des comptes-rendus d'intervention de la société ORTEC correspondants).
<p>Observations :</p> <p>Les rapports d'intervention mensuelle d'Ortec de septembre 2022 puis février et mars 2023 signalent une présence importante d'huile (considérée comme « anormale » en 09/2022) dans le déshuileur du réseau « 1000 » (réseau non impacté lors de l'incident).</p> <p>→ Il appartient à l'exploitant d'identifier les raisons de cette quantité importante d'huile arrivant dans le réseau « 1000 » et de prévoir des actions correctives pour éviter tout risque de pollution.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux pluviales - valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.8-2e alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales au milieu naturel, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous (points de rejets 1 et 2 selon article 3.3.5 de l'AP) : <ul style="list-style-type: none">- DCO : 300 mg/l - 50 kg/j- MES : 35 mg/l - 15 kg/j- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l - 100 mg/j- Aluminium : 5 mg/l - 50 mg/j- Cuivre : 0,2 mg/l - 2 mg/j- Zinc : 1 mg/l - 10 mg/j- Chrome : 0,2 mg/l - 2 mg/j- Fer : 2 mg/l - 20 mg/j- Nonylphénols : 25 µg/l
Constats : Vers 8H le 18 avril 2023, l'exploitant a indiqué avoir identifié une odeur suspecte d'huile sur le site, au niveau du dernier regard du réseau « 500 » avant raccordement au réseau eaux pluviales collectif communal, qui aboutit à La Mayenne. Il indique avoir immédiatement procédé à l'isolement du réseau par fermeture de la vanne dédiée. Il a fait procéder le jour même par un laboratoire indépendant (Inovalys) à un prélèvement d'effluent dans ce regard, après fermeture de la vanne. Des prélèvements ont également été réalisés le jour même par Inovalys : <ul style="list-style-type: none">- au niveau du point de rejet du réseau communal dans La Mayenne ;- au niveau du puits de « décompression ». Ce puits, situé à proximité de la fosse enterrée d'une presse hydraulique située dans l'atelier « barres » (presse PF14), est équipé d'une pompe qui assure, en temps normal, un rabattement de la nappe en continu, avec rejet des effluents vers le déshuileur présent dans la fosse, puis vers le réseau « 500 », en passant par le débourbeur/déshuileur de ce réseau. Le lundi 17 avril, veille de l'incident, le débit de la pompe de rabattement de la nappe avait été multiplié par 10, selon indication de l'exploitant, pour permettre de rabattre le niveau d'eau dans le puits qui était monté depuis quelques semaines. Un prélèvement a été réalisé dans ce puits, suspecté d'être à l'origine de la pollution, selon les premières reconnaissances faites le jour de l'incident (cf. point de contrôle n°6). Les résultats d'analyse transmis par l'exploitant à l'inspection le 24 avril (transmis par le laboratoire Inovalys à l'exploitant le 24 avril également) mettent en évidence : <ul style="list-style-type: none">* pour le prélèvement au niveau du regard obturé par la vanne :<ul style="list-style-type: none">- une concentration en hydrocarbures C₁₀-C₄₀ de 13 825 mg/l ;- une concentration en DCO de 41 000 mg/l ;- une concentration en MES de 4 800 mg/l. Les effluents accumulés dans le regard après fermeture de la vanne sont particulièrement concentrés en hydrocarbures (plus de 1000 fois la valeur limite de rejet) et en matières organiques et matières en suspension (plus de 100 fois les valeurs limites en DCO et MES). La pollution s'est probablement accumulée au niveau du regard après fermeture de la vanne. Les concentrations mesurées ne sont donc pas directement comparables à celles des effluents effectivement rejetés dans le réseau communal. Ces résultats témoignent toutefois d'une pollution conséquente, que le déshuileur n'a pas pu traiter et permettent de conclure que les conditions de rejets fixées dans l'AP n'ont pas été respectées. <ul style="list-style-type: none">* pour le prélèvement au niveau du point de rejet du réseau communal dans La Mayenne : une concentration en hydrocarbures C₁₀-C₄₀ de 20 mg/l, qui témoigne d'une pollution.* pour le prélèvement au niveau du puits « de décompression » : une concentration en hydrocarbures C₁₀-C₄₀ de 1 666 mg/l. L'exploitant a confirmé, postérieurement à la visite, qu'il identifie le puits de décompression comme étant à l'origine de la pollution.

[...]

[...]

Après les opérations de nettoyage du réseau concerné par l'incident, l'exploitant s'est engagé à maintenir la vanne d'isolement du réseau fermée, à pomper les eaux pluviales qui arriveront dans ce réseau, et à les stocker dans un bassin (ancien bassin de STEP) afin d'en contrôler la qualité, avant rejet éventuel au réseau communal.

→ En tout état de cause, la réouverture du réseau du site (vers le réseau communal puis La Mayenne), ne peut intervenir qu'après identification de la cause de la pollution, et confirmation que les effluents collectés dans ce réseau ne présentent plus aucune pollution et respectent avant rejet dans le réseau communal les valeurs limites de rejet fixées à l'article 3.3.8 de l'arrêté préfectoral du 16/12/2020. L'exploitant doit être en capacité de le justifier.

Observations :

Après la visite, l'exploitant a indiqué avoir finalisé les opérations de nettoyage des réseaux sur le site.

De nouveaux prélèvements ont été réalisés le 21 avril (résultats des concentrations en hydrocarbures transmis par l'exploitant le 28 avril) :

- au niveau du regard obturé par la vanne : 1,8 mg/l en hydrocarbures ;
- au niveau du point de rejet du réseau communal dans La Mayenne : 0,31 mg/l en hydrocarbures ;
- au niveau du puits « de décompression » : 2,5 mg/l en hydrocarbures.

À la réouverture du réseau, l'exploitant s'est engagé, dans un courriel transmis le 28 avril à l'inspection, à mettre en place un suivi renforcé :

- mise en place d'un prélèvement 24H par le laboratoire IRH dès l'ouverture de la vanne ;
- mise en place d'une vérification visuelle formalisée au niveau du batardeau ;
- mise en place d'une vérification visuelle formalisée au niveau du point de rejet dans La Mayenne.

→ L'exploitant justifiera des vérifications réalisées et de la conformité des rejets.

Concernant les eaux de rabattement de la nappe (pompage au niveau du puits de décompression), l'exploitant a indiqué par courriel du 21 avril que le puits avait été pompé le 21 avril et que l'eau du puits était désormais « propre » (ce que confirme le résultat d'analyse ci-dessus). L'exploitant a confirmé dans son courriel transmis le 28 avril que les eaux pompées n'étaient toutefois pas rejetées dans le réseau à ce stade (stockage sur site) (voir point de contrôle n°6).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 7 jours

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69-2e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées."</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'incident le 18 avril 2023 à 15H, l'exploitant a transmis par mail à l'inspection un point de situation, fournissant une première hypothèse sur l'origine de la pollution (hypothèse finalement écartée), et décrivant les actions mises en œuvre immédiatement pour contenir la pollution et les premières actions curatives effectuées.</p> <p>Selon les reconnaissances faites sur site, l'exploitant a indiqué, lors de la visite d'inspection, avoir identifié le réseau proche de la presse PF14 comme étant l'origine de la diffusion de la pollution. Les causes exactes de la pollution de ce réseau par de l'huile restaient à ce stade à identifier.</p> <p>L'hypothèse initiale (mentionnée dans le courriel de l'exploitant du 18 avril 15H), évoquant la vidange de la fosse de la presse PF14 (qui s'était partiellement remplie -volume estimé à 40 m³- suite à l'ouverture accidentelle d'une vanne d'alimentation en eau le vendredi 14 avril matin) n'a pas été confirmée. L'exploitant indique dans un mail transmis post visite le 21 avril, qu'il confirme de façon certaine que les eaux déversées dans la fosse PF14, n'ont pas été orientées dans le réseau « 500 », mais dans l'autre réseau du site (plan fourni). Selon l'exploitant, elles sont passées par le déshuileur du réseau « 1000 », et « ont été rejetées propres dans le Brionneau » (réseau non impacté).</p> <p>Dans son mail du 21 avril, l'exploitant indique avoir identifié les causes de la pollution, avec deux événements concomitants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - inondation de la fosse de la presse PF14, qui a « poussé » vers le puits de décompression une ou des poches d'huile présentes dans les remblais situés entre la fosse et le puits, vendredi 14 avril vers 10h ; - suite à l'observation, depuis quelques semaines, que le niveau du puits avait monté, opération de vidange du puits de décompression vers le réseau « 500 » en ouvrant la vanne papillon (débit multiplié par 10 selon le technicien par rapport au débit habituel – qui n'a pas été précisé à ce stade), lundi 17 vers 14h. <p>Selon l'exploitant, « l'eau ainsi souillée, envoyée à fort débit sur le déshuileur « 500 », n'a pu être complètement déshuillée, et une partie de l'huile est passée et renvoyée vers La Mayenne ». L'analyse des eaux du puits de décompression prélevées le jour de l'incident (18 avril) confirme une pollution de ces eaux par des hydrocarbures (cf. point de contrôle n°5).</p> <p>→ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre, ainsi qu'au préfet, sous une semaine au plus après réception du présent rapport, un rapport d'incident. Ce rapport précisera les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Il appartient en particulier à l'exploitant de confirmer et justifier dans le rapport d'incident les causes exactes de la pollution (cf. observations ci-dessous).</p>

[...]

[...]

→ Il est également demandé à l'exploitant de fournir dans le rapport d'incident les éléments suivants :

- les justificatifs (compte-rendu d'intervention, photos, ...) des opérations curatives menées sur le site (nettoyage du débourbeur/déshuileur, nettoyage de la canalisation se trouvant entre le débourbeur/déshuileur et la vanne d'isolement, autre nettoyage/curage réalisé). Les bordereaux de suivi de déchets seront fournis dès réception (en décalage le cas échéant avec le rapport d'incident) ;
- les modalités de gestion des effluents stockés provisoirement dans les bâches, et les justificatifs de gestion de ces effluents (bordereaux d'enlèvement, de suivi de déchets, en décalage le cas échéant avec le rapport d'incident) ;
- les modalités de gestion des effluents pompés au niveau du regard fermé par la vanne dans l'attente de la réouverture du réseau, et stockés dans un bassin de l'ancienne STEP ;
- les modalités de gestion des eaux pompées dans le puits de décompression.

Observations :

L'hypothèse selon laquelle l'inondation de la PF14 aurait "poussé", vers le puits de décompression, une ou des "poches d'huile" présentes dans les remblais, interroge. Si ce phénomène a eu lieu (et s'il y a bien présence de "poches d'huile" dans les sols), les eaux pompées au niveau du puits de décompression pourraient de nouveau à l'avenir être fortement chargées en huile (au gré des battements de la nappe), avec un nouveau risque de pollution, selon le débit de rejet.

Le débit de la pompe de rabattement de la nappe avait été, selon les informations de l'exploitant, ponctuellement multiplié par 10 dans la journée du lundi. Mais quel était le débit habituel, et donc le débit après cette augmentation ? Ce débit était-il compatible avec le débit acceptable par le débourbeur/déshuileur, sans by pass ou risque d'entraînement des polluants présents dans le déshuileur ? Aucune vérification préalable ne semble avoir été effectuée.

→ L'exploitant est invité à poursuivre les investigations.

Il conviendra en particulier de vérifier l'hypothèse de la présence de "poches d'huiles" dans les remblais et leur origine. L'exploitant proposera les investigations complémentaires nécessaires (identification d'une pollution des sols, vérification de l'état de la fosse et des réseaux associés).

Une surveillance particulière des eaux de rabattement de la nappe doit être mise en place. L'exploitant proposera les modalités de surveillance renforcée (fréquence, nature des analyses). Dans l'attente de la compréhension de toutes les causes de la pollution, les eaux de rabattement de la nappe ne sont plus rejetées au réseau.

Au-delà des opérations de nettoyage réalisée sur le débourbeur/déshuileur, l'exploitant justifiera du bon fonctionnement du dispositif de traitement et de ses organes de contrôle (notamment contrôle du niveau d'hydrocarbures).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 3.3.11-b)
Thème(s) : Risques accidentels, déversement accidentel-pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" Les produits récupérés en cas d'accident, les lixiviats et les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées sont rejetés dans les conditions conformes au titre 3 ou éliminés comme déchets suivant les dispositions du titre 4 du présent arrêté.</p> <p>L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans les conditions conformes au présent arrêté."</p>
<p>Constats :</p> <p>La fosse de la presse PF14 s'est partiellement remplie d'eau suite à l'ouverture accidentelle d'une vanne d'alimentation en eau le vendredi 14 avril matin.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir identifié cet incident vers 15H le jour même (14 avril), et estimé le volume d'eau dans la fosse à 40 m³. Selon les déclarations de l'exploitant, un pompage pour vider la fosse a été mis en place de 15H à 21H le 14 avril. Ce pompage s'est poursuivi à partir du lundi 17 avril 9H et a été interrompu le mardi 18 avril matin (jour où la pollution a été identifiée sur le réseau « 500 »). La fosse n'a pas été entièrement vidangée.</p> <p>L'exploitant a confirmé que les eaux pompées dans la fosse n'ont pas été orientées dans le réseau « 500 » (cet incident ne serait donc directement à l'origine de la pollution identifiée dans ce réseau), mais dans l'autre réseau du site (réseau « 1000 ») qui rejoint Le Brionneau.</p> <p>Les eaux accumulées dans la fosse sont susceptibles d'être polluées par de l'huile hydraulique. L'exploitant a indiqué que les eaux pompées dans la fosse sont passées dans le déshuileur du réseau « 1000 » avant rejet au réseau communal vers Le Brionneau. Aucune vérification préalable ne semble toutefois avoir été effectuée pour s'assurer de la capacité du déshuileur à traiter ces eaux.</p> <p>Une vérification visuelle de la qualité de ces eaux avant rejet dans le réseau communal aurait été réalisée, mais l'exploitant ne peut en justifier, en l'absence de consignation de ces vérifications. Aucune analyse de ces eaux avant rejet n'a par ailleurs été réalisée.</p> <p>La gestion des eaux déversées accidentellement dans la fosse de la presse PF14 pose donc question. L'exploitant ne s'est pas assuré, avant pompage et rejet, que ces effluents respecteraient les conditions fixées au titre 3 de l'AP du 16/12/2020 (respect des valeurs limites de rejet), comme le prévoit l'article 3.3.11.b).</p> <p>→ Pour la gestion des eaux encore présentes dans la fosse, l'exploitant devra s'assurer et pouvoir justifier que celles-ci sont aptes à être rejetées dans les conditions conformes au titre 3 de l'AP du 16/12/2020. À défaut, elles seront éliminées comme déchets suivant les dispositions du titre 4 de l'AP du 16/12/2020.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet